

ARP : Les évaluations citoyennes avaient déjà tiré la sonnette d'alarme en Tunisie

Dépêche No. 468 d'Afrobarometer | Aboubacari Diallo et Imen Mezlini

Résumé

Le dimanche 25 juillet, le Président de la République Tunisienne déclarait la suspension de l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), la démission du chef du gouvernement et la levée de l'immunité parlementaire. Ces mesures font suite au bras de fer en cours depuis six mois entre le chef du Parlement, Rached Ghannouchi – aussi chef de file du principal parti, Ennahda – et le Président Kaïs Saïed qui paralyse le gouvernement et désorganise les pouvoirs publics. Alors que cette décision va à l'encontre du processus démocratique, elle a provoqué une liesse générale dans les rues (L'Orient-Le Jour).

Pourquoi ? Les perceptions et évaluations citoyennes avaient été précurseurs de la situation actuelle.

Le peuple tunisien a une perception négative de ses dirigeants politiques et plus particulièrement de l'ARP, selon la plus récente enquête d'Afrobarometer. C'est l'ARP qui est jugée l'institution de l'Etat la moins fiable et la plus gangrenée par la corruption. Très peu de citoyens pensent que les membres de l'ARP écoutent ce que les gens ordinaires ont à leur dire. Le manque de confiance du public n'est pas une nouvelle tendance mais date de depuis 2015, période avant laquelle la Tunisie était plongée dans une situation difficile – notamment avec une polarisation politique sévère, une tension sociale et une série d'attaques terroristes – qui s'est améliorée suite aux élections présidentielles de 2014.

Plus largement, les performances du gouvernement sont aussi pointées du doigt quant à sa capacité à créer des emplois, réduire les inégalités sociales et octroyer les services de base.

L'avenir comme le présent est sombre pour la majorité des répondants, la plupart désenchantés, s'attendant à une amélioration après la révolution mais en vain. Pour eux, la mauvaise situation économique du pays persiste, et le pays se dirige dans la mauvaise direction.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en février-mars 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Tunisie en 2013, 2015 et 2018.

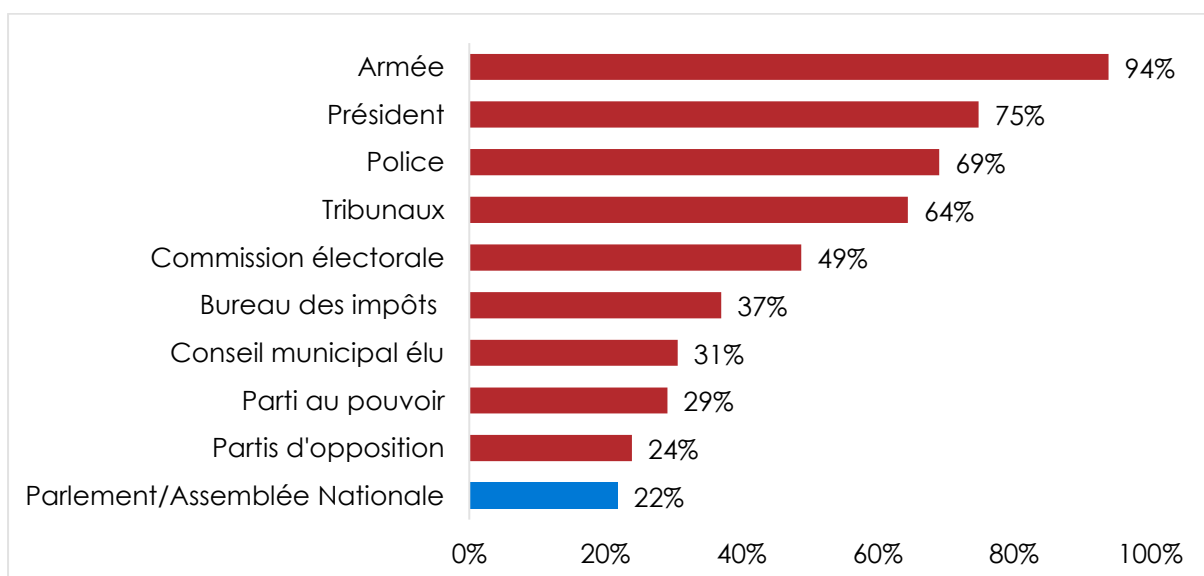
Résultats clés

- Trois quarts (75%) des Tunisiens affirment n'avoir confiance en l'ARP que « juste un peu » ou « pas du tout ». La confiance est d'ailleurs en baisse depuis 2015, passant de 49% à 21% qui ont « quelque peu » ou « beaucoup » confiance envers les parlementaires. Parmi les institutions de l'Etat, l'ARP est celle à laquelle les Tunisiens accordent le moins leur confiance.
- La majorité des répondants ne se sentent que « quelque peu » ou « jamais » écoutés par leurs parlementaires (84%) et leurs représentants locaux (82%). Ce sentiment présent depuis 2015 s'est d'ailleurs amplifié depuis.
- La corruption est présente dans les institutions de l'Etat d'après une bonne partie des répondants. Plus de quatre Tunisiens sur 10 (43%) disent que « la plupart » ou « tous » les membres de l'ARP sont corrompus. Plus de six Tunisiens sur 10 (63%) affirment que le niveau de corruption est à la hausse dans le pays.
- Une grande majorité (72%) de Tunisiens affirment que la situation économique actuelle de leur pays est mauvaise, et 67% se disent insatisfaits de la gestion de l'économie par le gouvernement, notamment la façon dont le gouvernement traite les questions de pauvreté (81%) et de création d'emplois (81%).
- Les Tunisiens sont pessimistes quant à l'avenir de la situation économique ; seulement 16% pensent qu'elle s'améliorera dans le court terme, contre 28% qui était optimistes en 2015. Plus de sept répondants sur 10 (72%) affirment d'ailleurs que le pays va dans la mauvaise direction.

La confiance dans les institutions publiques en Tunisie

Les Tunisiens n'ont pas une grande confiance dans les institutions politiques de leur pays : Entre deux et trois citoyens sur 10 seulement font « quelque peu » ou « beaucoup » confiance aux élus locaux (30%), aux partis au pouvoir (29%) et aux partis de l'opposition (24%) et à l'ARP (22%) (Figure 1).

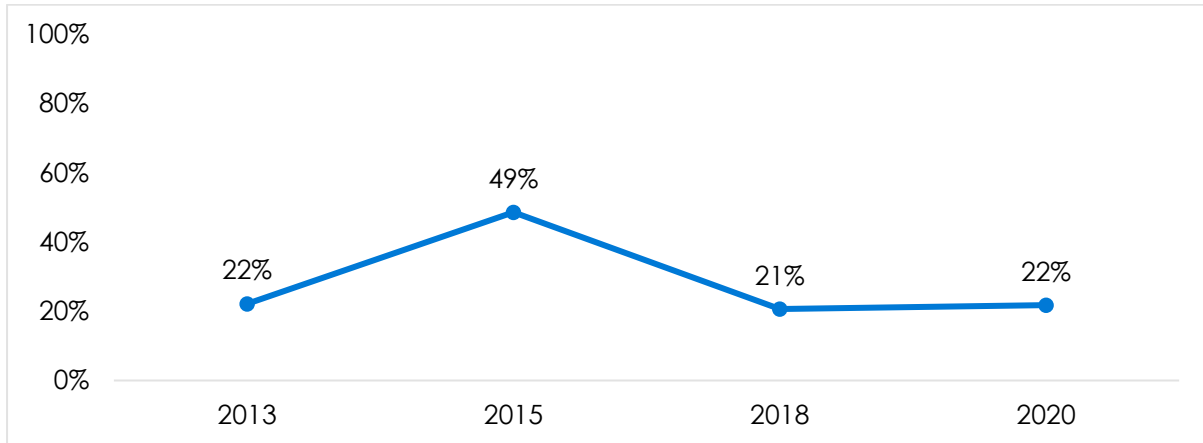
Figure 1 : La confiance en les institutions de l'Etat | Tunisie | 2020



Questions posées aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% « quelque peu » ou « beaucoup »)

Cela veut dire que trois Tunisiens sur quatre (75%) affirment n'avoir confiance à l'ARP que « juste un peu » ou « pas du tout ». Il est à noter que la confiance à l'ARP a diminué de moitié entre 2015 (49%) et 2018 (21%), retombant au bas niveau enregistré en 2013 (Figure 2).

Figure 2 : Evolution de la confiance accordée à l'ARP | Tunisie | 2013-2020

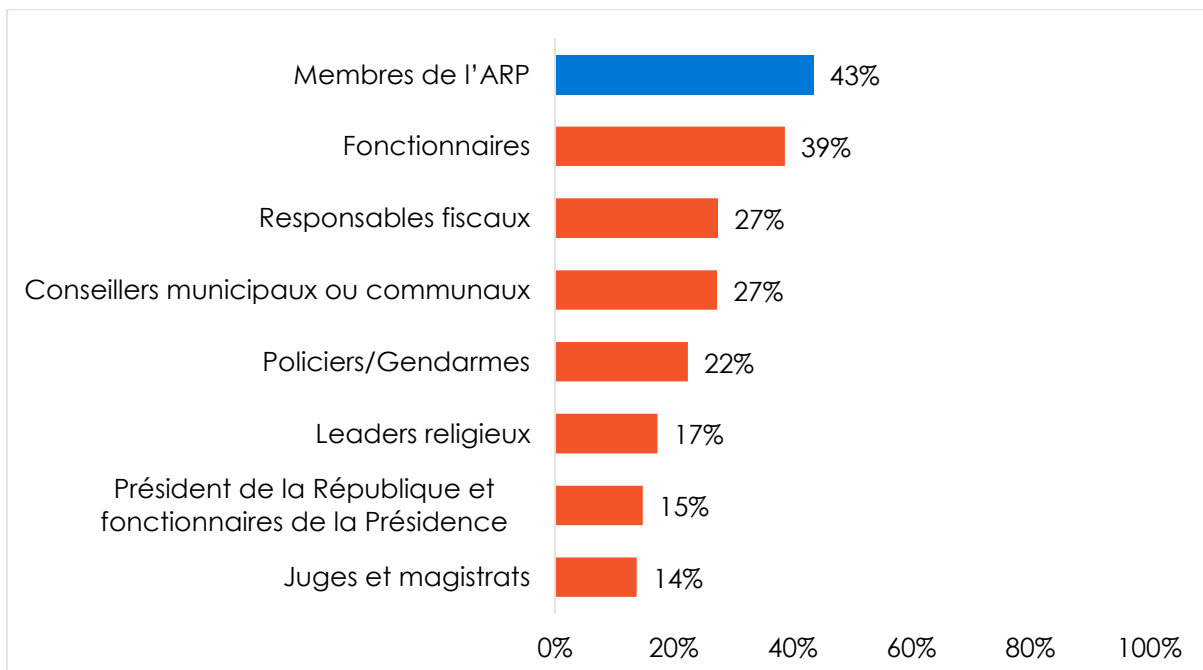


Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : L'Assemblée des Représentants du Peuple ? (% « quelque peu » ou « beaucoup »)

La corruption au sein des institutions de l'Etat

La Tunisie semble gangrenée par la corruption car les Tunisiens dénoncent la corruption dans chacune des institutions de l'Etat (Figure 3). Une fois de plus, l'ARP se distingue comme pire : Plus de quatre citoyens sur 10 (43%) estiment que « la plupart » ou « tous » les parlementaires sont corrompus.

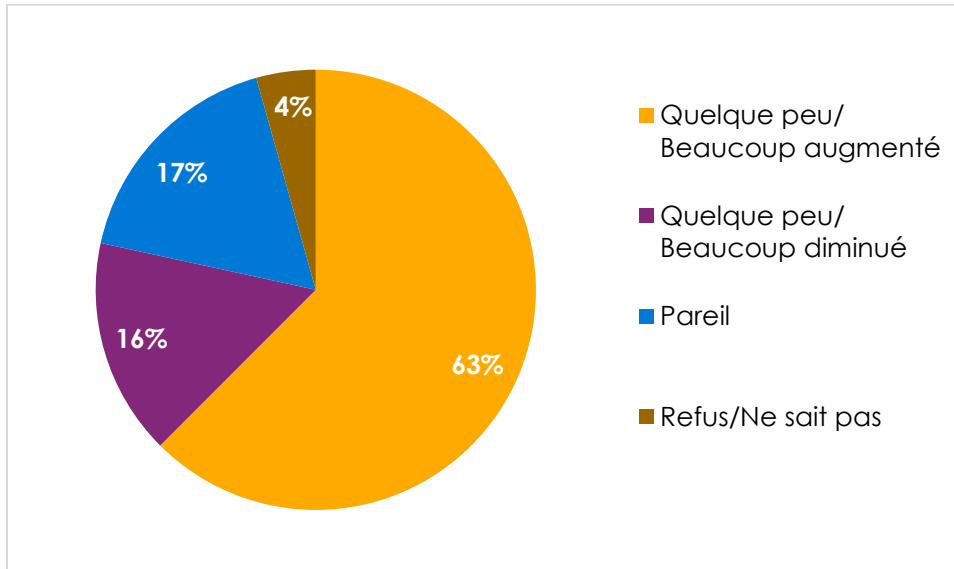
Figure 3 : Perception de la corruption au sein des services de l'Etat | Tunisie | 2020



Questions posées aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% « la plupart » ou « tous »)

La question de la corruption au sein des institutions du pays s'est empirée, selon les Tunisiens. Plus de six répondants sur 10 (63%) pensent que la corruption a « quelque peu » voire « beaucoup » augmenté au cours de l'année écoulée (Figure 4).

Figure 4 : La tendance à la corruption est vers la hausse | Tunisie | 2020

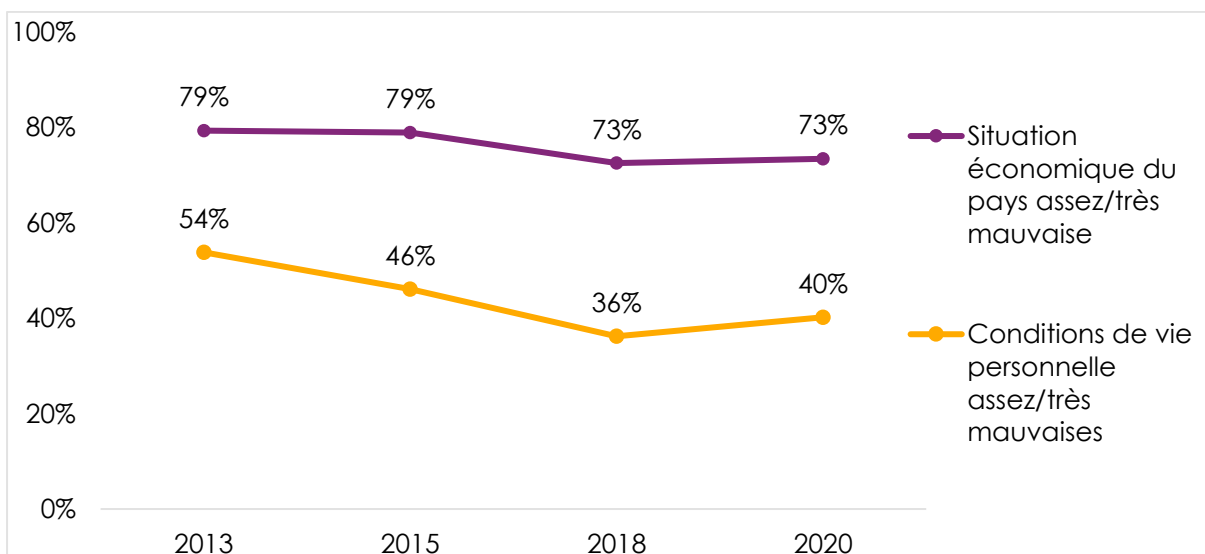


Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?

La situation économique et le ras-le-bol des citoyens

La majorité des Tunisiens sont pessimistes quant à la situation économique et la direction du pays. Presque trois quarts (73%) d'entre eux estiment que la situation économique est « assez » ou « très » mauvaise (Figure 5). Leurs évaluations de leurs conditions de vie personnelle sont moins négatives : 40% les décrivent comme étant mauvaises.

Figure 5 : Evolution de la situation économique et des conditions de vie | Tunisie | 2013-2020

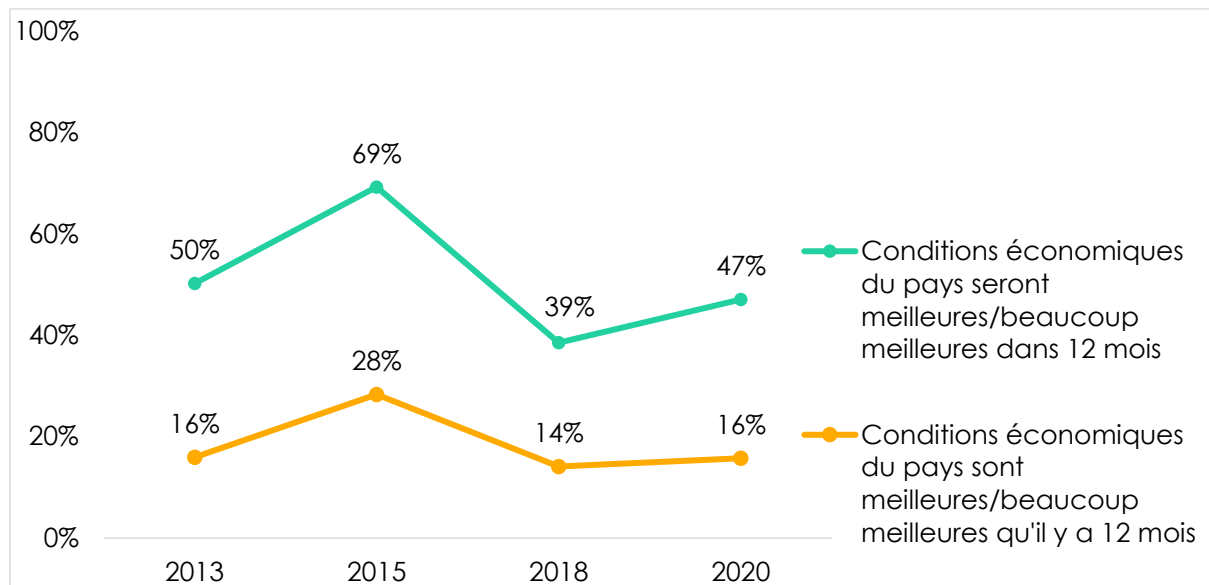


Questions posées aux répondants : En général, comment décrivez-vous : La situation économique actuelle de ce pays ? Vos propres conditions de vie actuelles ?

Mais depuis 2015, le pessimisme s'est installé autour de la situation économique. Seul 16% de Tunisiens pensent que la situation s'est améliorée au cours de l'année écoulée, et moins de la moitié (47%) sont optimistes qu'elle va s'améliorer au cours des 12 mois à venir (Figure 6).

Dans l'ensemble, plus de sept citoyens sur 10 (72%) affirment que le pays va dans « la mauvaise direction » (Figure 7), une appréciation qui est restée majoritaire depuis 2013 (Figure 8).

Figure 6 : Evolution de la situation économique du pays | Tunisie | 2013-2020

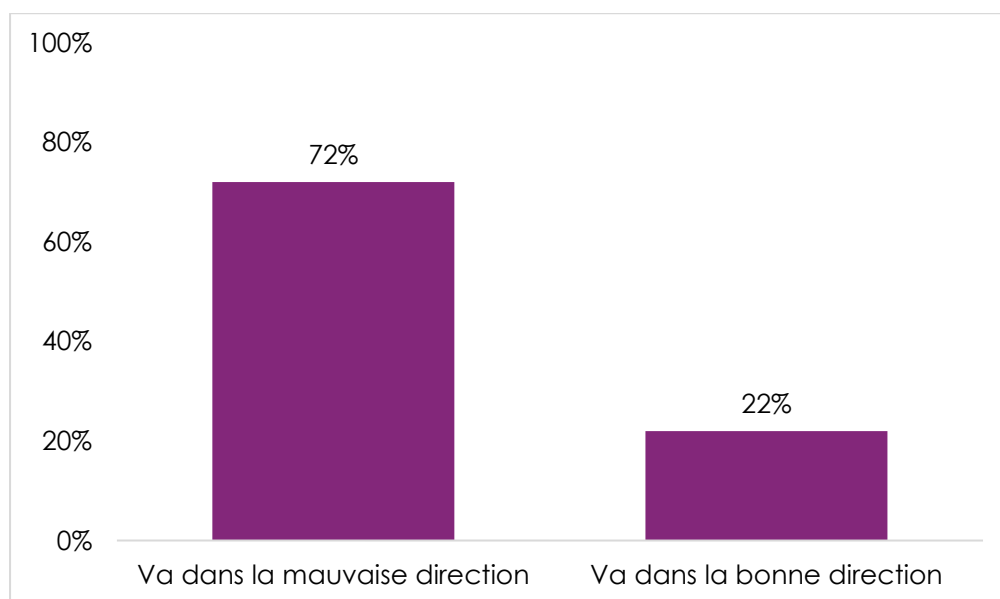


Questions posées aux répondants :

Considérant le passé, comment évaluez-vous les conditions économiques de ce pays comparées à il y a 12 mois ?

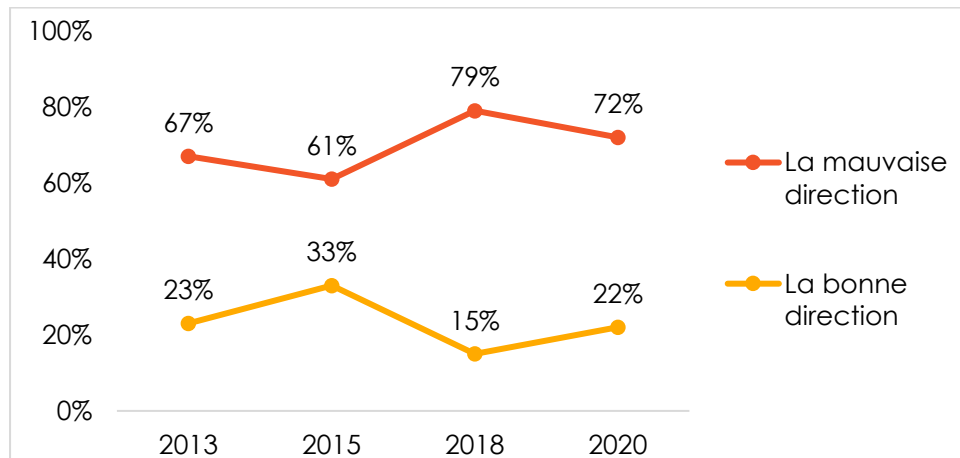
Considérant l'avenir, prévoyez-vous que les conditions économiques de ce pays dans une période de 12 mois seront meilleures ou pires ?

Figure 7 : La Tunisie va-t-elle dans la bonne ou la mauvaise direction ? | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants : Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction ?

Figure 8 : La Tunisie va-t-elle dans la bonne ou la mauvaise direction ? | Tunisie
 | 2013-2020



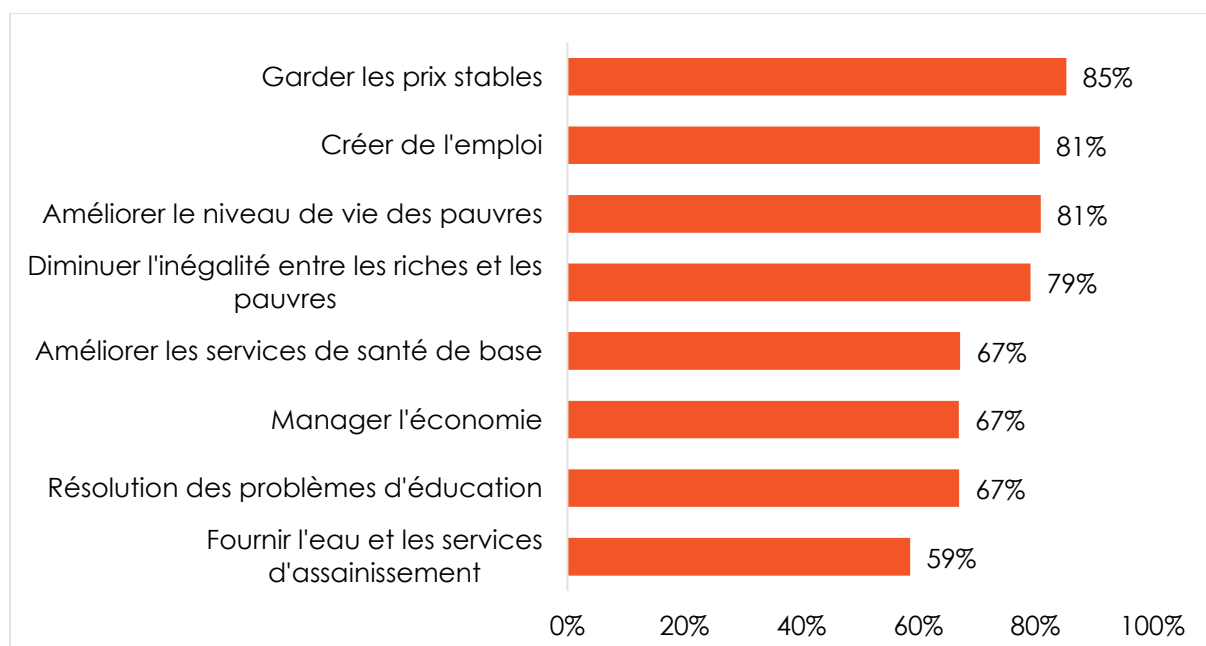
Question posée aux répondants : Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction ?

L'insatisfaction du peuple

En accord avec les évaluations négatives de la situation économique, les performances du gouvernement sont aussi jugées insuffisantes dans des domaines clés. Plus de huit Tunisiens sur 10 estiment que le gouvernement gère « plutôt mal » ou « très mal » la stabilité des prix (85%), la création de l'emploi (81%) et l'amélioration du niveau de vie des pauvres (81%) (Figure 9).

La majorité des répondants désapprouvent également les performances gouvernementales en ce qui concerne la réduction des inégalités sociales (79%), l'amélioration des services de santé de base (67%) et l'octroi de l'eau et des services d'assainissement (59%), entre autres.

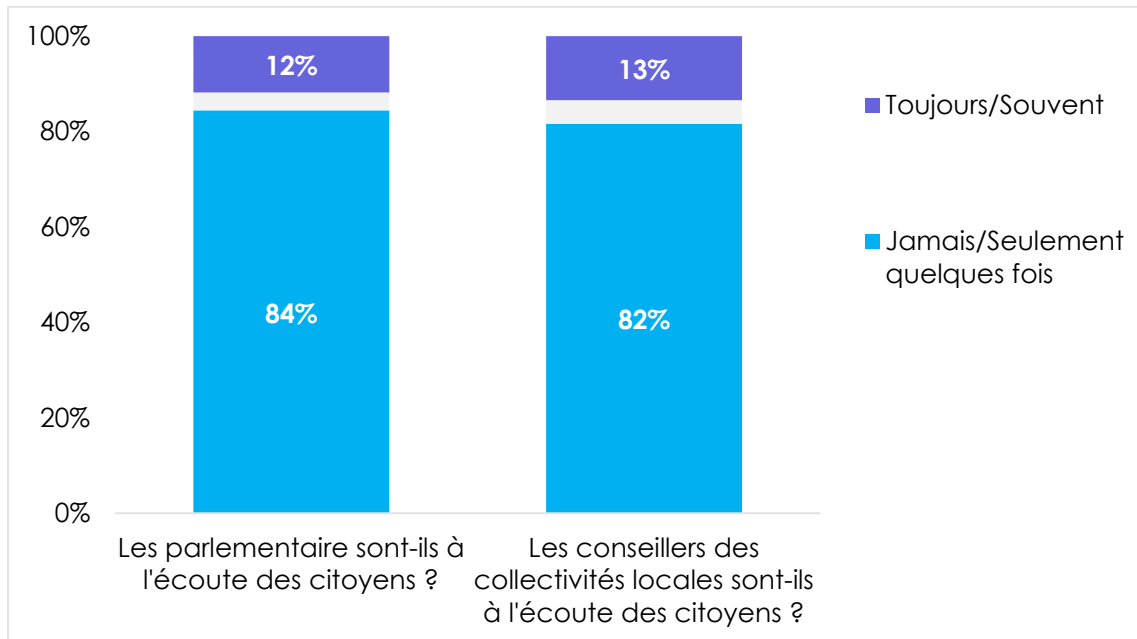
Figure 9 : L'insatisfaction quant aux performances du gouvernement | Tunisie | 2020



Questions posées aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% « plutôt mal » ou « très mal »)

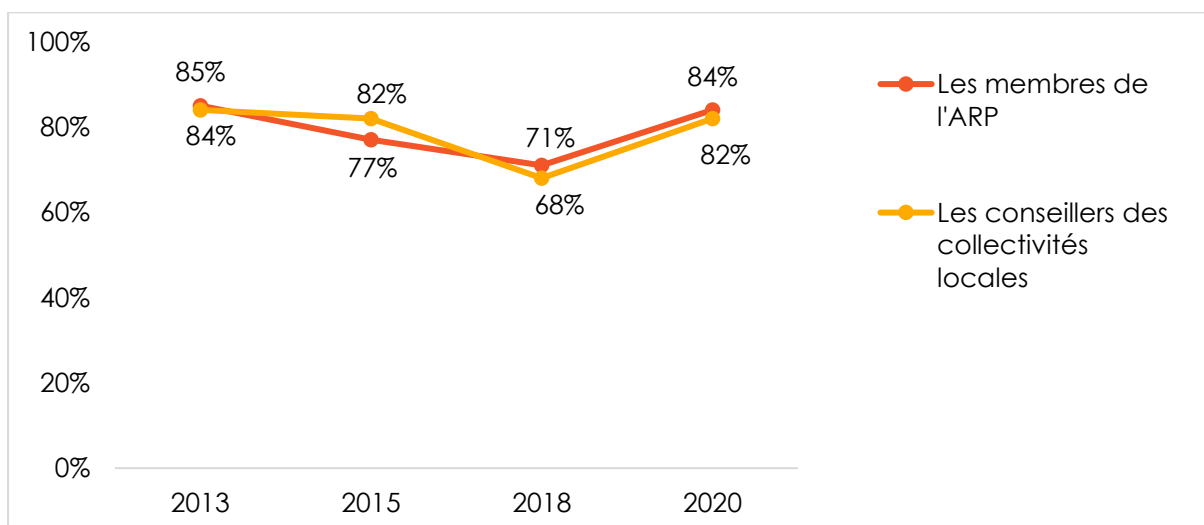
A tout cela s'ajoute le fait que le peuple ne se sent pas écouté et pris en compte par ses élus qui sont censés pourtant les représenter. Plus de huit répondants sur 10 affirment que les parlementaires (84%) et les conseillers des collectivités locales (82%) ne font « jamais » ou font « quelques fois seulement » de leur mieux pour écouter ce que les gens ont à leur dire (Figure 10). Cette situation dénoncée depuis 2015 a considérablement augmenté depuis (Figure 11).

Figure 10 : Les parlementaires et les élus locaux sont-ils à l'écoute des citoyens ?
 | Tunisie | 2020



Questions posées aux répondants : Combien de fois pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous avez à leur dire : Les membres de l'ARP ? Les conseillers des collectivités locales ?

Figure 11 : Les parlementaires et les élus locaux écoutent très peu les citoyens
 | Tunisie | 2013-2020



Questions posées aux répondants : Combien de fois pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous avez à leur dire : Les membres de l'ARP ? Les conseillers des collectivités locales ? (% « jamais » ou « quelques fois seulement »)

Conclusion

Parmi les spécialistes en droit constitutionnel, les analyses sont mitigées quant aux conséquences des décisions présidentielles du 25 juillet pour la démocratie tunisienne, allant des justifications reposant sur l'état d'exception (Association Tunisienne de Droit Constitutionnel, 2021) jusqu'à « c'est devenu une dictature » (France 24, 2021).

Mais l'enquête la plus récente menée par Afrobarometer suggère que pour les citoyens ordinaires, les voyants sont au rouge, et ce depuis bien longtemps. Les Tunisiens dénoncent la détérioration de leur bien-être en montrant leur insatisfaction quant à la gestion des questions de pauvreté, d'octroi des services de première nécessité – santé, éducation, eau et assainissement – ainsi que le manque d'emploi. Ils sont tombés des nues face à une situation qui n'a pas du tout été conforme à leurs attentes après la révolution.

Pour la majorité et ce depuis 2015, le pays va dans la mauvaise direction et les choses ne sont pas près de s'arranger. La corruption dans le pays est dénoncée, et selon les citoyens, l'ARP est l'institution la plus gangrénée par ce fléau. Les Tunisiens ne se sentent d'ailleurs pas écoutés par ces derniers, ni par les élus locaux qui sont censés les représenter, et ce sentiment a considérablement grandi depuis 2015.

Il en découle notamment une confiance très faible dans les institutions politiques, en l'occurrence l'ARP et les partis politiques.

Pour la classe politique actuelle ainsi que tous les décideurs, ces résultats suggèrent le besoin de stratégies adaptées et d'actions concrètes afin de tirer le pays de cette mauvaise passe.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

Association Tunisienne de Droit Constitutionnel. (2021). Communiqué. 26 juillet.

L'Orient-Le Jour. (2021). Explosions de joie en Tunisie après la suspension du Parlement. 27 juillet.

France 24. (2021). Tunisie : "C'est devenu une dictature entre les mains d'un seul homme" dénonce Yadh Ben Achour. 26 juillet.

Aboubacari Diallo est ingénieur statisticien économiste chez One to One for Research and Polling, le partenaire national d'Afrobarometer en Tunisie. Email : aboubacardll@gmail.com.

Imen Mezlini est la coordinatrice d'études chez One to One for Research and Polling. Email : imen.mezlini@121polling.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne a l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No 468 d'Afrobarometer | 31 juillet 2021